

Groupe de travail sur les politiques urbaines

VILLES INTELLIGENTES DU FUTUR : MIEUX TIRER PARTI DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Ce document de référence est transmis aux Ministres pour la séance de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres et sera déclassifié à cette occasion.

Ce document est le résumé du document. La version française complète sera disponible prochainement.

Personne à contacter :

Aziza Akhmouch, Chef par intérim de la Division des villes, des politiques urbaines et du développement durable ; aziza.akhmouch@oecd.org.

JT03447691

Synthèse

1. La transition numérique constitue, avec la mondialisation, les mutations démographiques et les changements climatiques, l'une des mégatendances qui sont en train de bouleverser en profondeur les politiques publiques. Depuis deux décennies, l'innovation numérique est au cœur du discours autour des « villes intelligentes » visant à créer des environnements urbains plus efficaces et plus habitables. Dans un premier temps, la réflexion autour de la « ville intelligente » a été largement sectorielle et axée sur l'offre, et le secteur privé a joué un rôle de premier plan, aussi bien pour définir le problème que la solution à y apporter : une innovation numérique qui créerait de nouveaux débouchés économiques, qui améliorerait la prestation des services publics et qui faciliterait la participation citoyenne. Ainsi, des réseaux électriques intelligents permettent de gérer la consommation d'énergie ; des compteurs et canalisations intelligents permettent de surveiller la qualité de l'eau et de détecter les fuites ; des capteurs intelligents permettent de fluidifier le trafic et d'améliorer l'efficacité des transports et les itinéraires de ramassage des déchets solides ; des applications mobiles permettent aux administrés de signaler en temps réel certains problèmes et de dialoguer directement avec les services municipaux ; des plateformes telles que Airbnb et Uber font désormais partie du paysage dans les villes du monde entier ; les systèmes peu coûteux d'envoi de SMS, la télémédecine et les consultations vidéo améliorent la santé publique et font baisser le coût des soins ; et les voitures sans conducteur et les systèmes d'autopartage limitent la pression foncière. À l'avenir, de nouvelles technologies promettent elles aussi d'avoir de fortes incidences sur le développement urbain, parmi lesquelles la fabrication additive (impression 3D), l'internet des objets, l'analytique de données massives, l'intelligence artificielle, les technologies avancées de stockage d'énergie, les technologies civiques, les véhicules aériens sans pilote (drones) et la technologie des chaînes de blocs.

2. L'innovation numérique reste au cœur du concept de ville intelligente, mais les décideurs locaux et nationaux font face à une question cruciale : celle de la marche à suivre pour que les coûteux investissements consentis dans les technologies intelligentes, les applications et les innovations numériques servent au mieux le bien-être des citoyens. Tout en (re)définissant les villes intelligentes comme « des initiatives ou des approches tirant efficacement parti de la transformation numérique pour améliorer le bien-être des citoyens et mettre en place des services et environnements urbains plus efficaces, durables et inclusifs dans le cadre d'un processus collaboratif et multipartite », le présent document souligne la nécessité :

- de mesurer l'impact des villes intelligentes et leur contribution à une vie meilleure, tout en trouvant des solutions face aux défis urbains sectoriels communs ;

- de suivre une démarche plurisectorielle, intégrée et holistique face aux défis urbains, en innovant sur le plan de la gouvernance des villes, de l'aménagement et de l'investissement dans les infrastructures ;
- de nouer des partenariats afin de favoriser l'engagement civique (participation, retour d'information, co-création, co-production, services axés sur les usagers et espaces de dialogue) ; et
- d'encourager l'expérimentation sur le plan de l'ouverture des données et de la collaboration entre les villes ; entre le secteur privé, le secteur public et la population ; et entre l'échelon national, l'échelon régional et l'échelon local, de même qu'au sein de chacune de ces catégories.

3. Le monde est toujours plus urbanisé, et les villes concentrent plus de la moitié des individus, des emplois et du PIB de la zone OCDE. Le présent document fait valoir qu'il est crucial de mettre à profit les avantages de la transformation numérique dans les villes pour assurer la croissance et le bien-être dans l'ensemble de nos économies et de nos sociétés. Il s'emploie à dresser le bilan d'une décennie d'expérimentation, de déploiement et de prolifération d'initiatives en matière de villes intelligentes dans le monde entier, afin de faire apparaître les solutions qui ont fonctionné, celles qui ont échoué et les améliorations pouvant être apportées pour tirer pleinement parti des villes intelligentes au service d'une croissance inclusive et durable. La première partie du document évoque les différentes définitions et les différents éléments de mesure qui ont été proposés autour du concept de *ville intelligente*. Sa deuxième partie évoque l'essentiel des possibilités, des difficultés, des risques et des arbitrages découlant de la transition numérique dans les villes, afin d'en déduire les principales conséquences pour l'action publique dans les pays de l'OCDE. La troisième partie du document esquisse des pistes de travail pour l'OCDE face aux enjeux mis en évidence.

Introduction

1. Le monde est toujours plus urbanisé, et les villes concentrent plus de la moitié des individus, des emplois et du PIB de la zone OCDE. Il est donc crucial de mettre à profit les avantages de la **transformation numérique** dans les villes pour assurer la croissance et le bien-être dans l'ensemble de nos économies et de nos sociétés. Dans tous les pays, les pouvoirs publics s'emploient à rendre les villes plus « intelligentes » en s'appuyant sur les données et sur les technologies numériques pour mettre en place des environnements urbains plus efficaces et habitables et pour faire face aux incidences de l'urbanisation galopante, des mutations démographiques et des changements climatiques.

2. Depuis sa création, en 1999, le **Comité des politiques de développement régional** de l'OCDE (RDPC) prône des politiques territorialisées visant à aider toutes les régions et les villes à exprimer pleinement leur potentiel économique. Lors de la 4^e réunion au niveau ministériel de l'OCDE sur le développement régional (qui s'est tenue à Athènes les 19 et 20 mars 2019), les Ministres se sont accordés à constater que le numérique devait avant tout être vu comme un outil permettant d'assurer une meilleure qualité de vie aux individus, et présentant de nombreuses possibilités. Ils ont appelé à renforcer les effets positifs du numérique pour les particuliers, les entreprises et les administrations publiques sur tous les types de territoires, grâce à la création d'emplois de qualité et à l'amélioration des services publics assurés. En particulier, les Ministres :

- ont reconnu l'importance de l'internet à haut débit, de l'industrie 4.0, de l'impression 3D, des véhicules autonomes, de l'intelligence artificielle, de la réalité virtuelle et des chaînes de blocs en tant que facteurs de changement pour les secteurs et les emplois, et comme sources de **possibilités** en termes de « villes intelligentes », de « villages intelligents » et de « territoires intelligents » ;
- ont appelé à tirer parti des outils numériques susceptibles d'aider les exécutifs infranationaux à améliorer l'efficacité de leurs dispositifs fiscaux et de commande publique, à simplifier leurs textes et leurs procédures, à ouvrir leur administration et à accroître l'accessibilité des services, entre autres ;
- ont appelé à investir dans les infrastructures numériques sur tous les **territoires** afin de permettre une croissance plus équilibrée, tout en assurant un bon aménagement, une bonne accessibilité et l'adoption sans délai d'une réglementation adaptée pour ne pas se laisser distancer par les évolutions technologiques ;
- ont invité le RDPC à fournir **des données et des outils** pour faire face aux incidences régionales de la transition numérique et des autres évolutions technologiques dans les régions et les villes.

3. Ce document de référence vise à dresser le bilan d'une décennie d'expérimentation, de déploiement et de prolifération d'initiatives en matière de villes intelligentes dans le monde entier, afin de faire apparaître **les solutions qui ont fonctionné, celles qui ont échoué et les améliorations pouvant être apportées** pour tirer pleinement parti des villes intelligentes au service d'une croissance inclusive et durable. La première partie du document évoque les différentes définitions et les différents éléments de mesure qui ont été proposés autour du concept de *ville intelligente*. Sa deuxième partie évoque l'essentiel des possibilités, des difficultés, des risques et des arbitrages découlant de la transition numérique dans les villes, afin d'en déduire les principales conséquences pour l'action publique dans les pays Membres de l'OCDE. La troisième et dernière partie du document esquisse des pistes de travail dans le cadre du Programme de travail et Budget 2019-20 du Comité des politiques de développement régional.